

J.A.

TRIBUNE
DE

CAUX

Paraît tous les 15 jours
Rédaction, Administration: 9, Trabandan, 1006 Lausanne
Tél. (021) 23 54 82. Chèques postaux 10 - 25366

Fr. 0.70 15 avril 1966 N° 2

Sing Out 66 en Europe



Photo Wennberg

Ils sont 150 jeunes Américains - blancs, noirs et indiens - dont l'élan, le rythme, la passion contagieuse remuent l'Amérique de l'Atlantique au Pacifique. Leur revue musicale **Sing Out 66** est la voix résolue d'une nouvelle génération d'Américains.

Dans une quinzaine de jours, ils seront en Europe. Le chancelier Erhard a en effet pris l'initiative de les inviter dans son pays.

Que veulent ces jeunes? l'un de leurs compatriotes, Dick Ruffin, de l'université de Yale, boursier Rhodes à Oxford, nous l'a dit à Caux:

«Ces Américains luttent contre les contradictions d'une société qui connaît l'extrême pauvreté au milieu de la richesse, les préjugés raciaux malgré les lois passées sur

les droits civiques et dont tous les rouages sont rongés par le matérialisme. Beaucoup de jeunes sont préoccupés par le Vietnam, la situation interne de leur pays et par la dégradation de la vie familiale. Certains organisent des manifestations de protestation. Beaucoup s'engagent dans des programmes d'action sociale. Mais personne ne demande assez des jeunes. En les engageant à se hausser au niveau des besoins du monde entier et à payer de leur personne, **Sing Out 66** suscite parmi les jeunes une vague d'enthousiasme et d'adhésion.»

Partout, l'image d'une jeunesse propre, enthousiaste et déterminée, l'accumulation de talents, la puissance de conviction de garçons et de filles qui veulent redonner au monde le véritable sens de la liberté ont fait se lever des milliers de jeunes décidés à marcher sur leurs traces.

Tribune des lecteurs

Dans cette rubrique, nous publierons volontiers des lettres, ou des extraits de lettres, que nos lecteurs voudront bien nous adresser. Nous répondrons également à leurs questions. Seules les lettres signées seront prises en considération. Sauf contre-indication, nous publierons les lettres avec les initiales de leurs auteurs. Les pseudonymes sont admis, pour autant que nos lecteurs veuillent bien nous en faire la demande!

Est-ce notre affaire, Mesdames?

L'avenir nous tient à cœur, très à cœur même. Quand nous lisons un journal comme celui-ci, nous aimerions nous lancer, faire quelque chose de valable et nous pensons à tout ce que nous pourrions entreprendre.

Mais des hurlements dans la chambre des enfants ou l'heure du repas qui approche ont vite fait de nous rappeler à l'ordre et aux exigences de la vie quotidienne. Faut-il donc abandonner à d'autres le privilège de construire un monde meilleur, à d'autres, à ceux qui ont du temps, aux hommes peut-être?...

Et s'il ne s'agissait pas d'une activité à ajouter à nos journées bien remplies? Si c'était une orientation à découvrir, un but exigeant de nous, bien au-delà de notre temps, la mobilisation de notre cœur, de notre volonté, de notre matière grise (même la plus rouillée) et, pourquoi pas, de nos yeux et de notre langue? Si c'était une révolution de notre vie? Voilà ce que nous nous proposons de découvrir ensemble ici de quinzaine en quinzaine.

Pour ouvrir le débat, une mère de famille française nous donne le programme de lancement qu'elle s'est fixé — ceci sans vouloir limiter personne:

une fois par semaine, une surprise dans la maison — ou sur la table;

Sous le titre *Première de la Tribune de Caux*, F. D. écrivait dans *La Tribune de Genève* du 2 avril:

« Pour la première publication de la *Tribune de Caux*, ses dynamiques rédacteurs donnaient une réception jeudi en fin d'après-midi à la Maison internationale des étudiants.

« Ce nouveau périodique bimensuel s'inspire de l'action du journaliste britannique Peter Howard, dirigeant du Réarmement moral, et qui entendait que la valeur spirituelle de l'homme soit à la hauteur de son aisance matérielle. Dans cette perspective générale, ce journal, qui s'adresse plus spécialement au public romand, voudrait encourager la vocation internationale de ces régions qu'il estime actuellement très en dessous de leurs moyens.

« Le court film documentaire qui fut projeté, relatif au *Sing Out 66...* donne un aperçu de l'enthousiasme qui anime les auteurs de ce journal en avènement. »

Je voudrais vous dire combien j'apprécie le premier numéro de la *Tribune de Caux*: vivant, dynamique, bien titré — électrique, plein d'humour (amusantes caricatures) et de promesses. Bravo! F.O., Genève.

Ce lecteur joint à ses lignes — un peu trop élogieuses à notre avis — un chèque de 500 francs comme contribution au fonds de lancement de la Tribune. Nous l'en remercions très sincèrement.

une fois par semaine, un invité que l'on reçoit tous ensemble;
une fois par semaine, un geste qui me sorte du cercle familial, me fasse participer à la vie de la communauté, du pays — par exemple cette lettre à un journal que j'ai déjà composée et recomposée dans ma tête sans jamais me lancer à l'écrire;
une fois par semaine, une conversation franche sur un sujet qui tient à cœur à l'un des membres de la maisonnée.

Eh bien! pourquoi ne pas commencer cette semaine par un plat que personne de la famille n'a jamais goûté? Déjà les courbatures de nos ménages vont commencer!

Connaissez-vous par exemple l'Aigo Boulido, la bonne vieille soupe provençale qui a pour réputation de guérir la grippe et toutes les maladies — mais oui, et de plus elle est garantie sans danger pour le budget:

AIGO BOULIGO

(pour 4 personnes)
temps de préparation: 1/4 d'heure

5 à 8 gousses d'ail
1 branche de sauge
(ou sauge en poudre)
1 feuille de laurier
1 brin de thym
1 œuf
4 tranches de pain
huile d'olive.

Faire bouillir 6 minutes dans un bon litre d'eau salée les gousses d'ail écrasées.

Eteindre le feu.

Ajouter sauge, laurier et thym, et laisser 3 minutes. Retirer les herbes.

Lier avec un œuf ou un jaune d'œuf.

Verser sur les tranches de pain arrosées d'huile d'olive.

Variante: mettre des vermicelles dès le début et servir avec du fromage râpé.

Bravo pour ce premier numéro. Je l'ai lu avec autant de plaisir que d'intérêt. Tous les articles valent la peine d'être lus et médités.

E. S., Lausanne.

Le choix de votre photo de première page me paraît symbolique et très réel en même temps. Félicitations pour le courage de vous lancer dans le vide (Hum! *Réd.*). Vous atterrirez la tête sur les épaules et les deux pieds sur la terre!

Votre but est donc de moderniser le comportement des hommes et faire admettre au sein de notre société des critères moraux aussi précis que ceux de notre technique. (*sic*) Vous dites encore que pour faire progresser l'humanité il faut le sens de l'aventure spirituelle. Je suis absolument d'accord avec vous sur ce sujet; le travail est immense et ils sont légion ceux qui, sous des dehors détachés, souffrent d'atrophie morale, de dangereux compromis, de mort lente bien avant que d'être étendus dans un cercueil.

Pour que la *Tribune de Caux* soit le vibrant reflet du travail du Réarmement moral dans le monde, ne pourriez-vous pas publier des faits concrets, des choses vécues, vivantes, pleines de fraîcheur et d'audace? *Eté.*

Disons à notre aimable lectrice que nous n'avons pas l'intention d'être le reflet d'un mouvement, mais bien d'une action combien nécessaire aujourd'hui à laquelle chacun peut participer, où qu'il se trouve. Quant au reste, nous espérons que notre correspondante s'abonnera au journal afin d'y lire les passionnantes enquêtes, les récits «vécus» que nous préparons pour les prochains numéros!

TRIBUNE DE CAUX

Paraît le vendredi tous les 15 jours

Publié par Editions,

Théâtre et Films de Caux S. A.

Rédaction, administration, publicité:
9, chemin du Trabandan, 1006 Lausanne
Tél. (021) 23 54 82, CCP 10-25366

Abonnement ordinaire d'un an:

Suisse Fr. 15.—

Autres pays Fr. 18.—

Abonnements de soutien:

Fr. 30.— et Fr. 100.—

Rédacteurs responsables:

Daniel Mottu

Paul-Emile Dentan

Imprimerie Corbaz S. A., Montreux



Protégez vous-même
votre santé

Les prof. Scheuier et V. Noorden, savants mondialement connus et spécialistes en vitaminologie, recommandaient l'usage quotidien de la levure en poudre. Ils faisaient mieux: ils mettaient une terrine de levure en poudre sur la table, à chaque repas. Tous les membres de la famille pouvaient y puiser à leur gré et saupoudrer leurs aliments. Ils avaient constaté que leur santé n'avait jamais été aussi bonne. La levure en poudre Bévita, agréable au goût, augmente la qualité gustative des aliments et les enrichit de vitamines B et de sels minéraux. Il faut imiter les deux savants! Avec ou sans germes de blé, chez votre pharmacien, droguiste ou maison de spécialités alimentaires.

Bévita

S.A. DES PRODUITS BÉVITA, LAUSANNE

Notre plus grand danger = l'immobilisme

Pâques est devenu une curieuse institution. Rares sont ceux qui se souviennent que cette fête marque le point de départ de la plus grande révolution de tous les temps. Pour la plupart des gens, ces journées sont avant tout l'occasion de se reposer ou de satisfaire le besoin d'évasion qui caractérise notre époque. Dans l'Europe de 1966, Pâques n'est plus un défi (et parfois un cauchemar) que pour les milliers de policiers qui ont pour tâche de canaliser les mouvements de millions d'Européens impatients.

Il est vrai qu'à Rome, le Saint-Père a saisi l'occasion pour placer une fois de plus le monde

en face de lui-même : « L'humanité vacille entre la paix et la guerre, a-t-il dit notamment, entre la formation d'un monde nouveau, plus juste et meilleur et le retour au monde ancien, soutenu et opprimé par ses armements et par ses calculs myopes et avarés... Le monde a besoin de force morale, a-t-il souligné encore, il a besoin d'espérances qui ne trompent pas. » A Moscou, on pense aussi à l'avenir — dans une optique différente. A l'occasion du récent congrès du parti communiste d'URSS, M. Serge Pavlov, secrétaire général des *Komsomols*, l'organisation de la jeunesse soviétique, relevait dans une interview de presse que 70 mil-

lions de jeunes citoyens soviétiques sont nés après la Deuxième Guerre mondiale et il caractérisait, non sans une certaine inquiétude, l'état d'esprit d'une génération qui, disait-il, « ne connaît rien de la guerre et encore moins de la lutte des classes ». En Yougoslavie, un discours du maréchal Tito mettait en lumière certains problèmes qui se posent aujourd'hui aux cadres de son parti : « Au moment où l'on parle de réformes économiques, disait-il, je voudrais m'arrêter à leur aspect social — de loin le plus important — et au besoin d'une régénération qui se manifeste parmi nous, communistes... »

Vingt-deux stagiaires Tunisiens actuellement au Centre de perfectionnement technique de Genève sont venus à Caux passer les quatre jours de Pâques. Ces jeunes, qui proviennent de toutes les régions de la Tunisie, sont invités par la Coopération technique suisse pour apprendre en dix mois chez nous à devenir les mécaniciens dont leur pays a besoin. Certains ont pris la parole à l'issue de leur séjour à Caux soulignant qu'ils y avaient trouvé une volonté de travailler et d'être des artisans d'une Tunisie nouvelle. Les voici à leur départ sur le quai de la gare.



Photo Hahnloser

Quelles conclusions tirer de ces citations ? D'un bout à l'autre de l'Europe, on se pose des questions et l'on est inquiet. Le scepticisme à l'égard des doctrines officielles grandit, dans les pays de l'Est notamment. Pour beaucoup de Suisses, cette situation nouvelle constitue un oreiller de paresse au lieu d'être un stimulant. Ceux-ci mettent leur espoir dans un « embourgeoisement » progressif du monde communiste qui viendra peut-être apaiser leur conscience. L'immobilisme reste pour eux la vertu première.

Ce n'est pas ainsi que l'on assurera l'avenir de l'Europe. Un observateur qui habite dans un

pays communiste remarquait récemment que la corruption et l'égoïsme dans nos pays occidentaux parlent plus haut que les plus nobles discours et empêchent des millions de gens, en Europe orientale, de nous prendre au sérieux. Il est fâcheux qu'il en soit ainsi au moment où eux-mêmes prennent conscience de certaines réalités inhérentes à la nature humaine jusqu'ici soigneusement ignorées.

Mais il y a plus. Immobilisme et scepticisme aboutissent au même résultat : si la note dominante devait devenir, dans une décennie ou deux, le nihilisme qui semble mordre sur la jeunesse de l'Est et de l'Ouest, où irions-nous ?

Il n'en sera pas nécessairement ainsi. D'un bout à l'autre de l'Europe, la jeunesse sent que la tâche de notre continent en Afrique, en Asie, en Amérique latine, ne fait que commencer. Résoudre les problèmes du sous-développement, de la faim et de la paix sont d'authentiques stimulants qui mobilisent les intelligences, les énergies et les cœurs. Cela nous concerne tous. La Suisse, à laquelle sa position interdit de s'engager sur le terrain politique, se doit d'être au premier rang dans cette bataille. Personne ne peut s'abriter derrière la neutralité, quand il s'agit de payer de soi-même pour construire un monde différent. Tant mieux.

Une centaine d'éducateurs venus de plusieurs pays sont réunis à Caux depuis le 7 avril. En plus de nombreux exposés et débats sur la situation mondiale et le rôle de leur profession, ils ont organisé plusieurs visites à des institutions d'éducation en Suisse. Ils ont également été reçus par les conseillers d'Etat chargés de l'instruction publique dans les cantons de Soleure, Argovie, Schwytz et Lucerne ainsi que par d'autres autorités scolaires à Neuchâtel, à Fribourg et dans le Jura.

Pour que l'Inde ne crie plus famine

Quelle est
la solution ?

L'Inde est dans une situation inextricable. Sur ses frontières, elle est en conflit avec ses voisins, la Chine et le Pakistan ; chez elle, elle est en proie à la pire des crises alimentaires. Vue de l'extérieur, l'Inde représente un très grand point d'interrogation. Pour faire face à cette situation, il faudra déployer des efforts héroïques. Un homme s'y est mis ; il n'est autre que le petit-fils du Mahatma Gandhi, Rajmohan Gandhi (sans lien de parenté avec le premier ministre Mme Gandhi). Il n'a que trente ans. Au cours d'une « marche motorisée » sans précédent, il s'était adressé, il y a deux ans, à des centaines de milliers de jeunes dans tout le pays. Beaucoup luttent maintenant à ses côtés. Devant la carence des élites actuelles, Gandhi s'est rendu compte de l'impérieuse nécessité de former une nouvelle génération mieux équipée que la précédente à

résoudre les problèmes du pays, prête à répondre aux besoins économiques, sociaux et moraux de 400 millions d'individus. C'est ainsi que deux centres de formation sont actuellement en construction, l'un dans l'Etat de Kerala, destiné plus spécialement à l'animation rurale, l'autre à Poona pour être une école de chefs.

On a dit tant de choses sur l'Inde et ses problèmes qu'il est difficile, avouons-le, de savoir vraiment de quoi il en retourne. C'est pourquoi nous avons demandé à deux journalistes de nous expliquer la situation et d'indiquer les raisons que l'on peut avoir d'espérer en l'avenir. L'un est M. R. M. Lala, directeur de l'hebdomadaire indien Himmat à Bombay, l'autre est un journaliste britannique, M. Holme, qui a séjourné en Inde pendant de nombreuses années.

Le mois dernier, au Parlement indien, le ministre de l'alimentation, M. Subramaniam, a déclaré que si le gouvernement n'avait pas pris des mesures préventives pour combattre la disette, il y aurait eu en Inde une famine pire que celle de 1899, entraînant l'écroulement de la structure politique du pays.

Sans la générosité sans précédent des Etats-Unis qui ont envoyé deux millions de tonnes de blé par mois en Inde, on aurait vu éclater une révolution politique. Les troubles du Bengale, dont le prétexte était l'agitation causée par le manque de nourriture, ont été soutenus par des révolutionnaires entraînés et déterminés qui ont attaqué, incendié ou détruit 70 bureaux de poste, 40 wagons de chemin de fer, du matériel de signalisation et d'autres moyens de communication. Résultat : l'acheminement des vivres a été désorganisé.

S'il n'y a pas de famine, il y a nettement disette à certains endroits, et particulièrement, de façon très aiguë, en dehors des villes d'une certaine importance. Le 70 % de notre population vit de l'agriculture. En novembre dernier, quand la sécheresse a brûlé nos récoltes, j'ai fait un voyage en dehors de Bombay. Non loin de la ville de Thana, j'ai arrêté un char à bœufs. J'ai demandé au conducteur — un fermier — s'il rentrait chez lui après avoir vendu sa récolte en ville. « Vendu ? me répondit-il, oh non, j'ai été en ville acheter un peu de blé. » Dans l'Etat de Maharashtra, qui compte 40 millions d'habitants, j'ai vu d'énormes fissures dans le sol. A bien des endroits, le riz avait séché sur pied. Un fermier était là à regarder, impuissant, mourir sa récolte. Le rendement représentait du 25 au 35 % de la récolte précédente.

L'élément essentiel pour notre agriculture c'est l'eau. Le 98 % de celle-ci se déverse dans la mer. L'agriculture est un jeu de hasard avec la pluie. Deux ou trois pouces (5-7 cm) qui

manquent peuvent faire toute la différence. L'absence des dernières pluies de mousson, l'année dernière, a causé une terrible sécheresse.

Une solution rapide au problème de l'eau

Le président des fermiers progressistes de Poona m'affirme que pour s'assurer l'eau nécessaire, l'Inde n'a pas besoin de grands projets gouvernementaux qui prennent des années à établir et coûtent des millions. Une solution rapide consiste à encourager l'initiative locale. Un fermier du nom de Merwan Irani, de Dahanu, à 120 km de Bombay, a révolutionné son exploitation. J'ai visité l'endroit et j'ai vu comment il avait construit dans des rivières de simples barrages, qui coûtent de 100 à 500 dollars. Son but est de drainer des marécages d'eau salée. (Il y en a 12 millions d'hectares, sur la seule côte ouest.)

La population de l'Inde représente le 14 % de la population mondiale, mais elle ne possède que le 2 % des terres cultivées. Malgré cela, avant la Seconde Guerre mondiale, elle exportait des vivres. Depuis 1950, elle en importe. Cette année, vingt-cinq nations sont venues à son secours pour lui fournir du blé, entraînées par les Etats-Unis qui ont promis d'en livrer 10 à 15 millions de tonnes. Le président Johnson a lancé un cri d'alarme : « Le temps n'est pas loin, dit-il, où la production réunie de tous les pays agricoles ne suffira pas à satisfaire les besoins des pays en voie de développement, à moins que les tendances actuelles ne changent. » Si la population des Etats-Unis continue à augmenter au taux actuel, ceux-ci n'auront plus, dans dix ans, de surplus à exporter.

D'où le besoin urgent de rendre l'Inde capable de se suffire à elle-même, pour éviter la catastrophe. Le rendement des cinq dernières années a été décevant. Entre 1960 et 1965, le plan de

développement agricole visait à une augmentation de 31 %. Or celle-ci a à peine atteint 14 %. La population augmente de 2,15 % par année. Mme Gandhi, premier ministre, insiste sur le contrôle des naissances. En fait, à chaque bouche à nourrir, correspondent deux mains. Si les mains font du bon travail, il y aura assez à manger.

Ce que la Suisse pourrait faire

Les besoins urgents de l'Inde sont de l'eau en suffisance, des engrais et de bonnes semences, mais avant tout un état d'esprit qui crée la détermination de surmonter les difficultés. Le blé mexicain donne des récoltes qui représentent au moins le double de celles que fournissent les variétés de blé indien. Nous pourrions l'utiliser chez nous à condition de savoir renverser les préjugés de millions de paysans. D'autre part, l'Inde a négligé de s'équiper en fabriques d'engrais ce qui l'oblige à en importer pour une valeur de 450 millions de roupies (soit environ 420 millions de francs) par an. Avec cette somme, elle pourrait monter trois fabriques d'engrais. La Suisse a généreusement donné des grues pour décharger les vivres et le blé étrangers. Sa remarquable industrie chimique pourrait lui permettre de fournir de l'aide en engrais, et l'habileté de ses ingénieurs de faire des plans pour la construction d'une ou deux fabriques d'engrais.

« Aide-toi toi-même... »

Mais avant tout, l'aptitude de l'Inde à se suffire à elle-même dépend de l'habileté, de l'énergie et de la détermination du peuple indien. Des observateurs étrangers m'ont déclaré que l'Inde était avancée en matière de recherche, mais que ses hommes de science n'aiment pas se salir

les mains. C'est, me dirent-ils, ce sentiment de supériorité des cadres scientifiques qui empêche leurs découvertes de produire leurs effets dans les champs. C'est là un problème humain. Il lui faut une solution humaine.

C'est à quoi s'attaquent avec acharnement Rajmohan Gandhi et les jeunes qu'il forme par milliers. Car nous avons foi dans l'Inde de demain. Nous ne la croyons pas condamnée à demeurer dans la misère et la famine, à rester

corrompue et arriérée. Ce qu'il nous faut, ce sont des hommes qui ont la volonté, l'enthousiasme et l'audace de transformer la situation.

R. M. Lala.

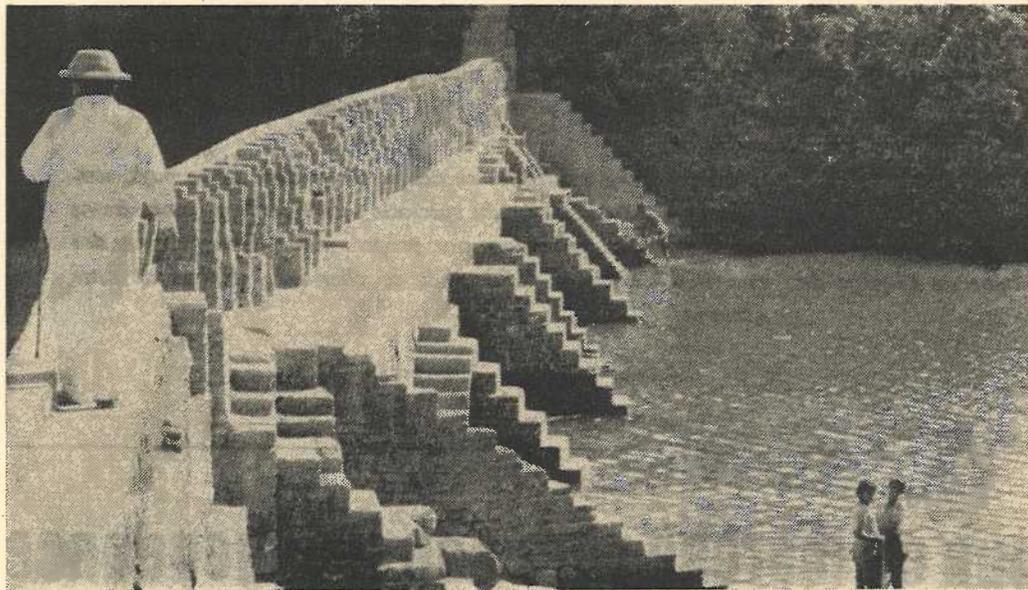


Photo Channer

Personne, en Inde, ne serait condamné à avoir faim si l'on parvenait à augmenter la production de riz de 1,3 tonne par hectare. C'est là ce qu'un professeur indien d'agriculture a déclaré à un groupe de fermiers canadiens qui se sont rendus tout récemment en Inde et qui viennent de rentrer au pays. La moyenne de la production de riz en Inde est actuellement de 2 tonnes par hectare. La moyenne mondiale est de 3,5 tonnes. Le Japon a réussi dernièrement à produire 6,2 tonnes. Si l'Inde parvenait à en faire autant, elle pourrait non seulement suffire à sa propre alimentation, mais exporter du riz.

La terre et la population représentent pour l'Inde un potentiel énorme. C'est la conclusion qu'ont rapportée de leur tournée les fermiers canadiens après avoir parcouru plusieurs milliers de kilomètres à travers villes et villages. L'initiative de cette visite a été prise par deux fermiers du Canada, Bob Muir et Geoffrey Bocock, propriétaires d'un domaine de 40 000 hectares. C'est à une assemblée de l'Union des fermiers de l'Alberta — l'une des plus grandes régions productrices de blé du monde — qu'ils ont proposé cette visite. Le président de l'Union, le secrétaire du pool du blé du Saskatchewan et le correspondant agricole de l'*Edmonton Journal* acceptèrent cette proposition.

Trois moissons par année

Pour donner un exemple de ce que le sol de l'Inde et ses fermiers peuvent produire, Muir a présenté un rapport sur une ferme de 32 hectares qu'il a visitée avec ses compagnons de voyage non loin de Delhi. On n'y cultivait que 4 hectares, le reste était du pâturage laissé à l'état naturel. « C'était, rapporte-t-il, un terrain rocailleux avec des rochers hauts comme des maisons, ne nourrissant que quelques têtes

de bétail. Dans l'ouest du Canada, nous l'aurions jugé inutilisable. »

Le fermier avait gagné un peu d'argent. Il acheta de l'engrais. Il récolta trois moissons par année et par rizière, dont chacune produisait cinq tonnes par hectare. La récolte annuelle était donc de 15 tonnes par hectare, alors que la moyenne nationale est de 2 tonnes.

De quoi faire rêver nos vignerons

Cet homme se mit à planter de la vigne sur son terrain. Il a récolté 80 tonnes par hectare, ce qui est considéré comme un record mondial. Les Canadiens demandèrent aux Indiens quels étaient les besoins réels de l'Inde, et quelle serait la meilleure manière de les aider. La réponse dépassa de beaucoup la simple demande d'aide matérielle. « Nous possédons, leur dit un professeur d'agriculture, du fer, de la bauxite et du pétrole. Aidez-nous, je vous en prie, à tirer parti de nos ressources nationales. » Un autre professeur leur dit qu'il y avait tout le long des collines au pied de l'Himalaya un véritable « delta » d'eau. Il suffirait de creuser des puits artésiens pour capter d'énormes quantités d'eau pour l'irrigation.

« Le plus beau cadeau que l'on puisse faire à l'Inde, leur dit un autre Indien, ce serait de lui apprendre à former des chefs. » Dans l'Inde du Sud, le rédacteur de l'un des plus importants journaux du Kerala, M. K. M. Cherian, déclarait : « Je suis angoissé à la pensée de ce qui arrivera si nous ne parvenons pas à former des caractères. Nous avons oublié l'enseignement de Gandhi. Il s'intéressait aux questions économiques, mais il tablait aussi sur les qualités morales et spirituelles. »

Des Indiens citèrent aux Canadiens des faits qui illustrent ce que le rédacteur voulait dire. Certaines routes conduisant à des villages

Pour cultiver la terre, il faut de l'eau. Or, s'il pleut abondamment à certaines époques, 98 % de l'eau se jette dans la mer, inutilisée. Un paysan a pris l'initiative de construire à ses propres frais un barrage de fortune pour constituer un bassin d'accumulation ; il y en a sept aujourd'hui dans sa région et les champs sont cultivés. Des centaines de villages imitent cet exemple. Une telle initiative, multipliée à l'échelle nationale, contribuerait à résoudre le problème alimentaire de l'Inde.

étaient mal pavées. Les propriétaires de camions auraient eu à payer un impôt pour procéder à la réfection de ces routes. Ils remirent donc de l'argent aux autorités des villages pour qu'elles y renoncent.

Dans une région de l'Himalaya, on avait construit soixante réservoirs. Les terrassements de ceux-ci n'étaient recouverts que d'une légère couche de ciment. Ils ne gardèrent pas l'eau longtemps. Le gouvernement fournit de l'argent pour parfaire ce travail. On le dépensa au contraire à des réjouissances pour célébrer l'achèvement des travaux.

Ailleurs, des villageois creusaient le sol jusqu'au moment où ils arrivaient à l'eau. Au lieu de construire des puits profonds, ils employaient à « faire la bombe » l'argent fourni par le gouvernement.

Etant donné cette situation, l'œuvre entreprise depuis deux années qui consiste à établir des centres pour la formation d'agriculteurs et de chefs est, de l'avis de la délégation canadienne, une affaire vitale. C'est là que se fait, selon elle, la révolution indispensable du caractère national.

R. Holme.

- Jusqu'en 1950, l'Inde exportait du riz
- Avec des méthodes nouvelles la production de blé pourrait doubler
- Multiplier les initiatives prises par des paysans indiens résoudrait déjà une partie du problème

« Phénoménal », dit-on à Georgetown, la capitale de la Guyane britannique, en parlant du spectacle musical intitulé Guyane, en avant que présentent 250 jeunes des écoles de la ville. En effet, avec un dynamisme étonnant, ces jeunes qui appartiennent à toutes les races du pays expriment leur foi profonde en leur avenir. Il s'agit pour eux de s'éloigner du chemin de la haine, du racisme, de la suspicion, et de montrer à chacun comment prendre ses responsabilités. Le public vibre devant pareille démonstration d'unanimité et de confiance.

« En montant ce spectacle, nous voyons plus loin que la Guyane », déclare Conrad Hunte, vice-capitaine de l'équipe de cricket des Antilles, qui dirige toute cette action.

« Nous voulons donner au monde l'exemple d'une société où toutes les races peuvent vivre ensemble. »

La présence de tant de races diverses dans un petit pays, au lieu d'être une source de division, ne peut-elle pas devenir une source de richesses pour tous ? C'est ce qu'affirme la pièce.

« Nous voulons mettre les choses en ordre dans notre pays, souligne le jeune animateur du spectacle ; c'est pourquoi nous avons commencé à le faire dans nos propres vies. » Chaque jour, des centaines de jeunes décident de se plier à la logique de cette décision.

La Guyane britannique en marche vers son indépendance

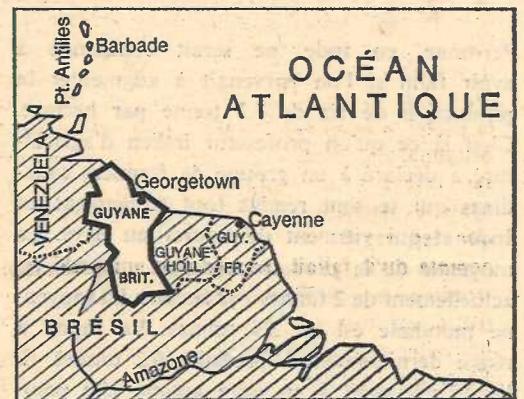
Le 26 mai de cette année la Guyane britannique sera indépendante, et une nation de 600 000 habitants appartenant eux-mêmes à six races différentes verra le jour. Ce n'est pas sans anxiété que l'on pense à l'avenir immédiat du jeune pays, car les problèmes qui se posent à une société multiraciale sont considérables et puisent leurs racines dans les origines des peuples.

Un peu d'histoire est nécessaire pour comprendre la situation raciale actuelle en Guyane. Quand les Anglais vinrent s'y installer, ils y trouvèrent une population indigène peu disposée à venir travailler dans leurs plantations ; de race plutôt chétive, ces hommes appelés des « Amérindiens » se retirèrent dans l'intérieur du pays pour y vivre entre eux. Depuis 300 ans, ces populations ne se sont guère développées et vivent encore aujourd'hui dans un grand dénuement.

Pour remédier à cette carence de main-d'œuvre, les colonisateurs firent venir des Africains de la côte occidentale qui, jusqu'en 1838, furent amenés comme esclaves. Emancipés, ces anciens esclaves n'avaient guère envie de continuer à travailler dans les champs ; aussi quittèrent-ils en masse le métier agricole pour constituer peu à peu une « classe moyenne » importante. Ils se firent commerçants, artisans, puis entrèrent dans les carrières libérales, si bien qu'au-

jourd'hui l'élite intellectuelle de la Guyane est d'origine africaine.

Perpétuellement à court de bras pour cultiver le riz et la canne à sucre, on songea à faire venir des Portugais de l'île de Madère. Ils vinrent en effet, mais quittèrent rapidement les plantations pour monopoliser le petit commerce. Puis on pensa aux Chinois, mais l'expérience ne fut guère plus heureuse — pour les Anglais — qu'avec les Portugais. Enfin, on s'avisait que l'Inde était un réservoir inépuisable d'hommes, et on en fit venir 240 000, d'Afrique du Sud, des Fiji, de l'île Maurice et de l'Inde elle-même. Depuis lors, les Indiens en Guyane sont restés en dehors de la société, vivant en vase clos, cantonnés dans leurs villages, étrangers dans un pays qu'ils refusaient d'accepter comme le leur, sans intérêts sociaux et sans ambitions, figés dans l'immobilisme et l'analphabétisme. Puis, brusquement, en 1945, l'apparition du DDT transforme la situation en mettant fin aux ravages causés par la malaria. La population indienne de la Guyane s'accroît dès lors chaque année de 4,2% — rythme le plus rapide du monde, dit-on. Elle double en 20 ans, passant de 163 000 en 1945 à 320 000 en 1964, cependant que la population africaine ne passait que de 143 000 à 200 000 dans le même laps de temps. Tout le problème racial de la Guyane tient dans cette opposition.



La reine Elisabeth vient de rendre visite à son ancienne colonie. Les habitants lui ont réservé un accueil chaleureux, voire tumultueux. « Si vous travaillez dans un esprit de concorde et de tolérance, leur dit-elle, vous pourrez construire au cours des prochaines années une nation prospère et unie. » Toute la question est de savoir comment le faire ! Le premier ministre, M. Burnham, reconnaît avec franchise « qu'il n'y a pas de plus grand besoin pour la Guyane que de porter remède à l'anxiété qui caractérise les rapports entre les races ».

Aussi suivra-t-on avec le plus grand intérêt l'action menée par Conrad Hunte et ses 250 jeunes au cours des prochaines semaines.

Un homme d'Etat des Antilles nous parle de la Guyane

Très droit, le cheveu grisonnant, le sourire affable, Sir Grentley Adams est l'une des personnalités les plus en vue des Antilles britanniques. Il fut en effet premier ministre de Barbade il y a quelques années, avant la formation de la Fédération des Antilles qui, on s'en souvient, éclata peu après avoir vu le jour. Les Antilles ne sont pas très éloignées de la Guyane à laquelle de nombreux liens ethniques, politiques et administratifs les rattachent. Aussi avons-nous profité du passage à Genève de Sir Grentley, membre d'une commission du BIT, pour l'interroger sur les conditions qui règnent en Guyane avant l'indépendance.

Comment caractériser la situation raciale en Guyane ?

Elle se résume à l'opposition entre Africains et Indiens. Car les Africains et les métis qui ont pris en main les destinées de la région ont peur d'être dépassés et relégués au second plan par une population indienne beaucoup plus nombreuse, et qui, par surcroît, se contente de très peu, tout en réclamant sa part des postes intéressants, hélas déjà tous occupés !

Le problème est-il politisé ?

Dès 1950, un parti politique s'est créé sous l'impulsion du Dr Jagan, qui est d'origine indienne,

et de Burnham, l'actuel premier ministre, qui lui est d'origine africaine. Il voulait grouper « socialistes, communistes, marxistes et petits capitalistes ». Très vite il devint très populaire parmi toutes les races. Quelques années plus tard, Burnham se sépara de son ancien collaborateur et forma son propre parti, le « Parti national populaire » dont la clientèle fut essentiellement africaine, tandis que Jagan se rabattait sur les Indiens.

Je tiens à préciser que les termes socialistes, marxistes, ou autres ne signifient pas grand chose dans une situation comme celle des Antilles où tout le monde se doit d'être au moins progressiste et de réclamer de meilleures conditions de logement !

Que pensez-vous du travail accompli par Conrad Hunte actuellement ?

Hunte a devant lui un travail difficile et de longue haleine. Néanmoins, il a deux atouts dont il peut jouer : le premier c'est qu'il est très connu de tous, car dans cette partie du monde, chacun se passionne pour le cricket, et Hunte est un « as » ; le second, c'est que le climat social est propice. Tout le monde, à quelque race qu'il appartienne, a été choqué par la violence des heurts entre les races il y a quelques mois. Des bombes ont été jetées dans des autobus transportant des enfants à l'école, des maisons incendiées, des magasins pillés. 130 personnes ont perdu la vie, en majorité des Indiens... Sans la prompte et énergique intervention des troupes britanniques, il ne fait aucun doute qu'on aurait assisté à un véritable carnage. Mais les déchainements de violence furent tels que les esprits se sont ressaisis, se rendant compte qu'il fallait trouver une autre solution. Voilà pourquoi Hunte peut maintenant construire sur une réelle soif de renouveau. Les nouvelles de son action sont très encourageantes. Et ce qui importe beaucoup, c'est que grâce à des films et à un spectacle musical, il parvient à se faire comprendre des populations encore analphabètes, par-dessus les barrières linguistiques.

En chiffres: tout le problème racial de la Guyane

Races	1960	1964	Pourcentage actuel
Africains	183 000	199 000	31,3 %
Indiens	267 000	320 000	50,2 %
Métis	67 000	75 000	11,9 %
Amérindiens	25 000	29 000	4,6 %
Portugais		6 300	1 %
Chinois	4 000	3 900	0,6 %
Européens	3 000	2 400	0,4 %

(Ces chiffres sont extraits du rapport de la Commission internationale des juristes publié en octobre 1965.)

Le président Kenyatta: « Ni à l'Est, ni à l'Ouest, mais droit devant nous »

Nairobi, avril 1966

Ce fut presque un moment dramatique, et en tous cas riche en promesses, que celui où le président Kenyatta définit les fondements de sa politique nationale lors de la célébration de l'indépendance du Kenya, en présence de dizaines de milliers de ses compatriotes. S'exprimant en un énergique swahili, maniant d'un geste large son fameux chasse-mouches pour mieux ponctuer ses intentions, il avait déclaré : « Nous n'irons jamais ni à l'Est, ni à l'Ouest, ni à gauche ni à droite, ni vers le diable ni vers les anges, mais nous prendrons la route qui mène droit devant nous. »

Cette ligne politique a été encore confirmée dans le remarquable document sur le socialisme africain que le gouvernement du Kenya a publié récemment. Pendant les jours critiques que le pays vient de connaître, elle a été appliquée avec audace et un sens pratique étonnant.

En mars, le congrès de réorganisation du parti national KANU (Kenya African National Union) avait naturellement reporté Jomo Kenyatta à la présidence du seul parti politique national. Grâce à une habile manœuvre, l'ancien vice-président du parti, M. Oginga Odinga s'est trouvé sans emploi. A sa place, huit vice-présidents ont été élus, représentant chacun une des régions du Kenya. Ces hommes sont tous des hommes sérieux, amis du progrès et capables. Quelques-uns sont des amis intimes de longue date du président. D'autres sont membres de l'ancien parti d'opposition, le KADU. Tom M'boya, dont la personne avait été très discutée récemment, a été réélu secrétaire général à une écrasante majorité.

Oginga Odinga s'abstint de voter. Pendant l'ovation qui fut faite au président, il resta assis. Il finit par quitter la salle du meeting. Néanmoins, il est toujours en titre vice-président du pays... mais sans portefeuille.

Le groupe procommuniste, dirigé par Odinga, avait protesté avant le congrès contre le délai très court dans lequel il avait été convoqué. On devait apprendre plus tard que ce groupe attendait l'arrivée de fonds qui lui aurait permis d'acheter des candidats lors des élections au comité directeur. Ces sommes se seraient élevées à plus d'un million de francs suisses.

Cinq millions pour la subversion

La semaine dernière, le ministre de l'Intérieur, M. Daniel Arap Moi, a révélé que près de 5 millions de francs suisses ont été utilisés dans des manœuvres de subversion pour renverser le gouvernement entre le 1^{er} juin 1964 et le 31 décembre 1965. Dans une déclaration à l'*East African Standard* il confirma que ces manœuvres continuaient encore.

Odinga s'est retiré chez lui à Kisumu pour y passer un mois « afin de réfléchir à la situation ». Son groupe dissident a exprimé l'in-

tention de former un nouveau parti. Parmi ces hommes se trouvent quatre anciens ministres congédiés, dont un pour corruption.

Mais le président Kenyatta a eu quelques mots sévères à l'adresse de « ceux qui ont cherché à introduire la division dans la direction du parti et à former un nouveau groupement politique. » Il parle d'eux comme de « marionnettes sans cervelle ». « Laissez-les aller, dit-il, s'ils veulent se grouper en un nouveau parti. Mais qu'ils sachent que nous connaissons les gens qui les paient et que nous les « cueillons » l'un après l'autre. »

Depuis la veille de la conférence du KANU jusqu'à aujourd'hui, onze communistes, soit sept diplomates, trois journalistes et un homme d'affaires ont été priés de quitter le pays dans un délai de quelques heures. Les journalistes représentaient les agences Times et Novosti ainsi que l'agence tchécoslovaque. Les diplomates venaient de Chine, d'URSS, de Tchécoslovaquie et de Hongrie. Quant à l'homme d'affaires, il voyageait pour Sovexport Film.

Harcelé d'un côté par les communistes qui voudraient renverser son gouvernement au nom d'une « seconde révolution », le président Kenyatta court maintenant le danger d'être gêné dans son action par les anticommunistes qui, dans leur naïveté, interprètent toute prise de distance vis-à-vis de la gauche comme « une victoire pour l'Occident ». Ah ! qu'elle est difficile et dure la route droite dans la politique africaine, dans le contexte de la lutte que se livrent les deux blocs à l'échelle du monde.

Vere James.



Le président Kenyatta

Photo Channer

PLEINS

FEUX

DÈS que l'on parle du problème de la faim dans le monde et de la solution qu'il faut apporter à ce fléau, il se trouve bon nombre de gens, chez nous, pour préconiser le contrôle des naissances. L'un des hommes les plus qualifiés en la matière, Josué de Castro, l'éminent biologiste brésilien, ancien président du Conseil de la FAO et président de l'Association mondiale de la lutte contre la faim, y est diamétralement opposé. « Erreur terrible et fatale », a-t-il dit au public venu l'écouter à la Salle de la Réformation à Genève. A son avis, de telles mesures ne tiennent pas compte de la mentalité des peuples auxquels elles s'appliquent ; au demeurant, la majorité des pays en voie de développement n'acceptent pas cette « solution ». Enfin, M. de Castro nous a avertis que la campagne des promoteurs du contrôle des naissances risquait d'aggraver les préjugés anticolonialistes des peuples de couleur, qui y verraient un nouveau « truc » des Blancs pour freiner leur essor.

Mais alors quelles sont les solutions constructives ?

Josué de Castro est convaincu que les ressources de notre planète — sans mettre à contribution celles de la mer — permettraient de nourrir la population grandissante de la terre, à condition qu'elles soient mises en valeur. Les chiffres qu'il a cités sont d'ailleurs éloquentes : 7 milliards d'hectares seraient cultivables par les moyens actuels, mais 1,3 milliard seulement est actuellement en

exploitation. Le savant brésilien est conscient de l'ampleur de la tâche : il estime qu'il faut procéder à une transformation radicale des structures sur le plan national et international pour atteindre le résultat désiré.

Il n'en reste pas moins que le problème de la faim n'est ni celui du nombre d'habitants, ni assurément du manque de bras ou de capital. Pour M. de Castro, l'unique facteur limitatif semble provenir de la carence de l'imagination humaine, et il cite à cet égard le propos désabusé d'Einstein : « Tout change, sauf la pensée de l'homme ». Il faudra certes franchir un pas de plus pour éliminer la faim et le sous-développement. Former des hommes dont le comportement ouvre la voie à une pensée — et à une action — réellement efficaces, n'est-ce pas là la plus grande tâche de notre époque ? C'est dans cette perspective que l'on comprend l'action d'un Rajmohan Gandhi en Inde ou l'utilité d'un centre tel que celui de Caux.



A LA récente conférence annuelle de la Coopération technique suisse à Berne, une remarquable unanimité a salué les efforts du délégué du Conseil fédéral, M. l'ambassadeur Lindt. Lui-même et ses collaborateurs ont en effet appliqué des critères très stricts à l'aide que la Suisse offre au Tiers monde : jamais plus de « cadeaux d'argent », pour qu'ils ne disparaissent pas dans la poche des ministres ; concentration

sur des programmes bien localisés et définis sans se disperser sur des projets plus spectaculaires qu'utiles.

Cette conférence fut pourtant l'occasion d'une passe d'armes entre ceux qui voudraient voir la coopération technique suisse devenir l'instrument d'une politique commerciale et économique à long terme, et ceux qui y voient au contraire une action altruiste que doit s'imposer notre pays en proie aux problèmes de surchauffe alors que la moitié de l'humanité croupit dans la misère. Un père franciscain, qui a travaillé au Tanganyika, fut l'objet des plus chaleureux applaudissements lorsqu'il affirma qu'il était important de clarifier les mobiles de notre assistance technique ; ceux-ci peuvent aussi provenir d'un appel à l'idéal.

M. Barbier, directeur des Coopératives suisses, eut le courage de mentionner certaines déceptions et difficultés qu'ont rencontrées ceux qui cherchent à former les hommes du Tiers monde. Rappelant l'œuvre remarquable entreprise au Dahomey par les Coopératives, il raconta l'histoire suivante : sur 450 jeunes agriculteurs sélectionnés pour suivre une formation plus poussée en Suisse, 15 furent choisis. Ils passèrent six mois dans des fermes de notre pays, y travaillant aussi bien et aussi fort que nos paysans. Mais, de retour en Afrique, trois seulement d'entre eux conservèrent les habitudes de travail acquises chez nous ; les autres crurent que le travail manuel était maintenant en dessous de leur dignité d'hommes qui ont vécu en Europe. Et M. Barbier de conclure avec raison : « Il ne faut pas compter sur des résultats immédiats pour avoir le courage de persévérer ».

Les obstacles que rencontre la Coopération technique proviennent tout autant de notre immobilisme et de notre égoïsme national que des fautes de ceux que nous cherchons à aider. Surmontons ces obstacles et nous trouverons le moyen d'engager le peuple suisse dans la voie des plus grands services qu'il peut rendre au monde.

Samovar.

Après la victoire travailliste

« Maintenant, agissez comme un gouvernement. » Tel était le titre d'un article paru dans l'*Economist* de Londres, sitôt connu le succès du parti travailliste.

Un mandat de cinq ans et une majorité suffisante pour réaliser tout son programme, voilà la récompense qu'a reçue Harold Wilson après dix-huit mois de varappe courageuse sur une paroi escarpée, exécutée avec une suprême habileté politique. Le parti travailliste avait des raisons de se plaindre du gâchis qu'il avait hérité de ses prédécesseurs. Maintenant, c'est lui le maître de la situation.

La raison fondamentale de la solide victoire du parti travailliste, comparée à l'étroite marge qui lui avait été laissée aux élections précédentes, semble être la confiance croissante en « l'homme » Harold Wilson. Que peut-on attendre du premier ministre ? Il est difficile de le savoir. Jusqu'ici, ses grandes aptitudes ont été employées à se maintenir au pouvoir. Dorénavant, il sera l'objet de nouvelles pressions, qui ne se produisaient pas tant que sa majorité était si mince. Les Américains demanderont peut-être à la Grande-Bretagne de prendre position plus nettement au Vietnam.

Que fera la Grande Bretagne de Harold Wilson ?

Les membres africains du Commonwealth exigeront une politique plus ferme à l'égard de la Rhodésie. La gauche insistera sans aucun doute sur une prochaine nationalisation des aciéries. La campagne elle-même s'est déroulée à un bas niveau. Ce n'est pas que les politiciens aient trop promis, mais qu'ils ont trop peu demandé. Souvent les questions traitées n'étaient que des variantes sur le thème bien connu : « Qui nous donnera de quoi mettre du beurre dans nos épinards ? » L'une des rares occasions où l'on eut un instant le sentiment de la grandeur fut la réponse de Joe Grimond, chef du parti libéral, à un reporter de la TV. Quand on lui a demandé : « Quelle est la question essentielle de ces élections ? », il a répondu sans hésiter : « Le rôle de la Grande-Bretagne dans le monde ». Hélas ! ce rôle n'a jamais été précisé.

La Grande-Bretagne a perdu un empire, mais n'a pas encore trouvé son destin dans le monde moderne. Elle est liée à l'Europe, mais aussi au Commonwealth. Le public anglais ne croit plus beaucoup à ce dernier depuis les histoires de Nkrumah et de Ian Smith, mais il n'en reste pas moins un élément d'union.

C'est là un fait important dans un monde cruellement divisé en nations nanties et nations pauvres.

Au lendemain des élections, deux cents syndicalistes et leurs femmes se sont réunis à Londres. Les convocations avaient été lancées par quinze chefs ouvriers anglais, tous exerçant des fonctions syndicales.

A la fin de la conférence, une délégation alla déposer une lettre au N° 10 de Downing Street, dans laquelle on pouvait lire : « Nous avons déclaré la guerre aux profits de pacotille et de seconde classe, à l'apathie, au cynisme et à l'égoïsme dans notre pays ainsi qu'à la faim, la misère, le chômage et toutes les entraves à la liberté dans le monde. Nous nous engageons à édifier une société libre, juste et unie et à former les hommes qui pourront faire ce travail. Nous voulons moderniser l'Angleterre et les Anglais. »

Multipliez ces initiatives, et non seulement les banquiers de Zurich se verront remboursés, mais la Grande-Bretagne aura bien des chances de continuer à fournir sa contribution à l'Europe et au monde.

Gordon Wise.